

*Initiatives ministérielles*

incombe aux députés d'expliquer aux 75 p. 100 environ de Canadiens qui sont opposés à la TPS pourquoi ils se trompent.

Pour les ministériels la solution de simplicité est de museler l'opposition. Cela n'a rien de nouveau à cause de l'expérience du comité des finances depuis six mois. Lorsque nous nous sommes rendus à Vancouver, à Edmonton, à Regina, à Winnipeg, à Halifax, à St. John's, à Fredericton et à Charlottetown, on a donné très peu de possibilités aux Canadiens de dire pourquoi ils étaient opposés à la taxe sur les produits et services.

Ce syndrome continue. Le ministre de la Justice est venu cet après-midi, a pris la parole pour un rappel au Règlement et a déclaré aux Canadiens que non seulement ils n'auraient pas le droit de discuter en détail de cette taxe et de ce qu'elle signifie pour eux et leurs familles, mais que les députés ne le pourraient pas non plus. On nous empêchera de donner notre avis sur la taxe sur les produits et services. Il me semble absolument ridicule que les gens qui sont partisans de la taxe sur les produits et services ne prendront pas la parole pour convaincre les Canadiens, ce à quoi le système de propagande du gouvernement et deux ou trois ministres qui ont parlé de la question n'ont pu parvenir.

J'ai été très heureux d'apprendre au cours de la fin de semaine que le ministre des Finances assistera le 5 mars à Edmonton à une réunion de la Chambre de commerce. Comme le gouvernement a de longue date réduit systématiquement la participation des ministériels à des questions très spéciales, j'aimerais voir un débat libre, comme les Albertains, j'en suis sûr.

Nous voudrions qu'il s'agisse d'une tribune où non seulement les membres de la Chambre de commerce mais les Albertains en général pourraient participer, pas pour écouter un débat entre deux hommes politiques, mais pour pouvoir poser des questions qui les concernent. Jusqu'ici, l'ennui avec le débat sur la TPS, c'est que nous n'avons pas eu beaucoup de réponses de la part du gouvernement, sauf pour déclarer que nous devons remplacer la taxe sur les ventes des fabricants.

Je dis aux Canadiens de demander à leurs députés qui appuient la TPS ce que la taxe est censée remplacer. La taxe sur les ventes des fabricants avait rapporté moins de 9 milliards de dollars quand les conservateurs sont arrivés au pouvoir en 1984. En 1991-1992, la TPS est censée rapporter plus de 25 milliards de dollars. C'est une aug-

mentation de 300 p. 100, et le gouvernement prétend que ce n'est pas une nouvelle taxe. Si ce n'est pas une nouvelle taxe, elle va quand même rapporter beaucoup plus d'argent que la prétendue faucheuse d'emplois en 1984.

• (1820)

J'aurais une remarque à faire à mes amis de l'Ouest. Comme j'ai voyagé dans l'Ouest, je connais le sentiment profond que l'on éprouve là-bas au sujet de la taxe sur les produits et services. Je suggère aux ministériels qui parlent de la TPS, et notamment d'agriculture et des agriculteurs, de ne pas embrouiller les choses. La façon dont les agriculteurs gèrent leurs entreprises en termes d'intrants, de crédits, d'exemptions et ainsi de suite, est une chose. On est en droit de se demander s'ils seront gagnants ou perdants.

Les députés à votre droite ne comprennent malheureusement pas que les agriculteurs et leurs familles sont des consommateurs. Ils ne font pas qu'exploiter la terre, ils font autre chose. Ils achètent autre chose que les produits dont ils ont besoin pour exploiter leur terre. C'est pourquoi les Albertains, les Manitobains et les gens de la Saskatchewan comprennent que cette taxe est pernicieuse. Elle est pernicieuse, pas seulement à cause de ses répercussions sur le secteur primaire du pays ou sur l'agriculture ou la pêche, mais parce que les agriculteurs, comme tous les autres consommateurs canadiens, seront touchés par la taxe sur les produits et services.

**M. Sobeski:** Qui paie la TVF à l'heure actuelle?

**M. Young (Gloucester):** Mon ami demande qui paie la TVF à l'heure actuelle. C'est le peuple canadien qui la paie, cela ne fait aucun doute. Nous avons payé 7,7 milliards de dollars en 1984, mais les conservateurs veulent transformer une taxe de 7,7 milliards de dollars perçue en 1984 en une taxe à la consommation de 25 ou 26 milliards de dollars en 1991. Voilà la méthode des conservateurs. C'est la réponse à la question.

Les Canadiens savent maintenant qu'il y a une taxe sur les ventes des fabricants et ils savent qu'ils la paient. Le fait est que les Canadiens préféreraient s'en tenir au statu quo, il vaut mieux un danger qu'on connaît qu'un danger qu'on ne connaît pas. Voilà ce que disent les Canadiens.

Le Parti libéral est d'avis que la réforme fiscale doit s'accompagner de la réforme financière, ce que personne ne semble comprendre, à droite. Ils savent comment hausser les impôts. Ils ont su le faire à 32 reprises en cinq ans, mais ils ignorent comment pratiquer la réforme